

Nouveaux Cahiers du socialisme

Mouvements sociaux et approfondissement de la démocratie : expériences québécoises

Philippe Boudreau

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 17, hiver 2017

Démocratie : entre dérives et recomposition

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84471ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boudreau, P. (2017). Mouvements sociaux et approfondissement de la démocratie : expériences québécoises. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 149–158.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Mouvements sociaux et approfondissement de la démocratie : expériences québécoises

PHILIPPE BOUDREAU¹

Dans une fresque remarquable² retraçant plus de deux siècles d'action des mouvements sociaux, Charles Tilly et Lesley Wood se penchent sur la relation contradictoire liant ceux-ci au développement des institutions démocratiques modernes. L'enracinement de l'idéal de souveraineté populaire, l'épanouissement du parlementarisme et l'extension du suffrage universel doivent beaucoup à ces courageuses mobilisations populaires ayant ponctué l'histoire des États occidentaux depuis 1768.

Cette relation des mouvements sociaux avec l'État moderne est foncièrement dialectique. Historiquement, ceux-ci interviennent en opposition aux intérêts des élites et, s'ils peuvent le faire, c'est parce qu'ils sont, à la base, une appropriation autonome de l'espace public, en rupture avec la raison d'État, donc le plus souvent illégale ou, à tout le moins, contraire aux normes ou aux usages encadrant, de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au XX^e siècle, les manifestations et la prise de parole publique.

L'existence propre des mouvements sociaux (MS), comme espace lui-même ouvert à l'expérimentation démocratique, a fait l'objet d'une attention plus soutenue en sciences sociales depuis une trentaine d'années. Pour sa part, Hillary Wainwright³ examine la trajectoire des MS en se demandant à quelles conditions ils peuvent être à l'origine d'une réflexion critique sur la démocratie. Depuis mai 1968 particulièrement, les MS induiraient un nouveau rapport à la connaissance, à la fois éclectique et très horizontal, porteur de nouvelles conceptions des pratiques démocratiques et générateur de nouvelles alternatives sociétales.

Producteurs de savoirs potentiellement émancipateurs, quoique profanes et encore peu étudiés par les milieux académiques, les MS participent même d'une révolution de la connaissance à l'échelle de la société, selon Eyerman et Jamison⁴. Leur approche, dite cognitive, a ouvert peu à peu tout un champ de réflexion et d'investigation qui s'est attaché progressivement à l'étude des savoir-faire politiques au sein des mouvements sociaux.

1 Professeur de science politique au Collège Ahuntsic.

2 Charles Tilly et Lesley J. Wood, *Social Movements 1768-2008*, Boulder (Co), Paradigm, 2009.

3 Hilary Wainwright, *Arguments for a New Left*, Cambridge, Blackwell, 1994.

4 Ron Eyerman et Andrew Jamison, *Social Movements. A Cognitive Approach*, Cambridge, Polity Press, 1991.

Sonia Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar emploient la notion de *culture politique*⁵ pour désigner cette production attribuable aux MS, qui auraient redéfini le rapport à la citoyenneté et à la participation politique. La démocratie serait, ni plus ni moins, un bagage élaboré et réinventé au quotidien, dans le tissu associatif des mouvements.

Mais comment reconnaître les éléments tangibles d'une telle élaboration ou réinvention ? Durant ce qu'on pourrait appeler l'apogée du mouvement altermondialiste, au tout début du troisième millénaire, la recherche en sciences sociales s'est attelée à identifier les jalons d'une évolution de la culture démocratique, sous l'influence des forums sociaux notamment⁶. Dans les MS, le rapport au pouvoir, au leadership et aux mécanismes de prise de décision aurait quelque peu évolué en faveur de conceptions neuves de la notion de coordination/direction et d'un fonctionnement plus respectueux de la diversité.

Plusieurs auteur-e-s insistent sur la grande incidence du caractère latent de la production « cognitive » des mouvements sociaux. Ils signalent que les choix faits par les acteurs des mouvements en matière d'action sociale ou politique traduiraient l'élaboration d'une expertise militante ou associative propre à un mouvement social donné, expertise qui, à bien des égards, est restée souvent tacite. Donna Chovanec, qui a étudié les mécanismes d'apprentissage au sein des mouvements de femmes au Chili⁷, attire elle aussi l'attention sur le fait que les participantes et les participants n'ont pas toujours conscience du caractère formateur de leur action au sein des MS. La recherche en sciences sociales doit mettre en évidence les connaissances et les compétences élaborées dans les mouvements, car, trop souvent, elles ne sont pas verbalisées ni systématisées, et restent donc méconnues.

En vertu de ce qui précède, il est possible de considérer l'action politique des mouvements sociaux comme un savoir-faire qui est partie prenante d'une culture politique mouvementiste, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions et orientations des militants et des militantes des MS à l'égard de la politique et de certaines institutions. Ce savoir-faire est donc conçu comme le résultat d'une

5 Sonia Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar (dir.), *Cultures of Politics. Politics of Cultures. Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder (CO), Westview Press, 1998.

6 Boaventura de Sousa Santos, *The Rise of the Global Left. The World Social Forum and Beyond*, New York, Zed Books, 2006; Raphaël Canet, « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale », *Cultures et conflits*, n° 70, été 2008, p. 33-56; Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Écosociété, 2010; Christophe Aguiton et Dominique Cardon, « Le Forum et le Réseau. Une analyse des modes de gouvernement des forums sociaux », communication pour le colloque *Cultures et pratiques participatives : une perspective comparative*, AFSP/LAIOS, Paris, 20-21 janvier 2005.

7 Donna Chovanec, *Between Hope and Despair. Women Learning Politics*, Halifax, Fernwood, 2009.

construction active, réalisée sur le tas, dans le cadre des pratiques régulières d'un mouvement social.

Cette action politique peut prendre une grande variété de formes, éventuellement propices à l'approfondissement de la démocratie, tant à l'échelle des mouvements sociaux que de la société : fertilisation croisée entre MS, élaboration d'une base programmatique commune à plusieurs MS, coalition multimouvements sociaux, contestation du régime politique en place (voire orchestration de sa chute...), création d'un parti, etc.

Démocratie et action politique des mouvements sociaux québécois

Dans le cadre d'une thèse de doctorat soutenue en 2015⁸, nous avons pu mettre en lumière le fait qu'il y a eu ces dernières décennies, au sein des MS québécois, un cheminement dans la façon d'aborder la sphère politique et la transformation sociale et que cette évolution traduit un processus d'apprentissage par les MS, à savoir une forme de développement du rapport à l'action politique.

Nous insisterons ici sur les modalités d'un tel développement, qui sont directement liées à l'approfondissement de la démocratie, grâce au dynamisme des mouvements sociaux, depuis les années 1980. Bien que, dans la gauche québécoise, différents récits relatifs à la période 1980-2000 aient eu tendance à la dépeindre comme une période de repli des mouvements sociaux, il demeure qu'elle recelait bon nombre d'initiatives favorables à l'épanouissement de la démocratie. Deux terrains apparaissent singulièrement féconds à cet égard : les interactions entre MS et le rapport à la forme parti.

Interactions entre mouvements sociaux

Au titre des interactions entre MS, il faut prendre acte du remarquable dynamisme du mouvement des femmes, certes évident pendant la décennie 1970, mais débordant aisément dans les décennies 1980 et 1990, ce qui provoque d'importantes remises en question dans les mouvements mixtes. Le mouvement syndical, le mouvement communautaire et le mouvement étudiant, alors outrageusement soumis à la domination masculine, doivent accepter de s'ouvrir de manière tangible à l'autre moitié de la société. Il s'agit là d'un considérable défi démocratique, qui sera en partie relevé, selon deux axes principalement : la pratique associative des organismes des MS ainsi que leurs revendications.

S'agissant de la pratique associative dans les organismes des MS, on peut distinguer deux évolutions parallèles, chacune touchant un aspect distinct de la vie des mouvements mixtes : le fonctionnement des instances (incluant la structure même des organisations) et les traditions délibératives ou discursives.

8 Philippe Boudreau, *La politisation comme composante active de l'évolution de la culture mouvementiste : étude du rapport à l'action politique de trois mouvements sociaux québécois, 1980-2009*, Ottawa, Université d'Ottawa (département de science politique), 2015.

Dès les années 1970, les centrales syndicales, entre autres, sont placées devant une de leurs contradictions majeures : l'exclusion structurelle des femmes, malgré des effectifs mixtes. Un premier jalon est franchi avec la création d'un « comité femmes » à la CEQ, à la CSN et à la FTQ⁹ entre 1972 et 1974. Ce processus va s'étendre et s'approfondir dans la décennie 1980, malgré les résistances indéniables au sein des mouvements mixtes. Les comités femmes¹⁰ vont se multiplier, à l'échelle des fédérations, des régions et des syndicats locaux. Ils ont contribué à faire reculer les préjugés, à modifier les comportements sexistes et à changer les mentalités au sein des organisations syndicales¹¹.

Les ressources affectées aux tâches relevant de l'organisation des femmes dans les syndicats se font de plus en plus consistantes et les instances, fonctions ou postes réservés aux femmes deviennent des lieux de pouvoir déclarés, sur lesquels peut s'appuyer l'intervention féministe. Des mesures concrètes sont introduites pour accroître la proportion de femmes participant aux réunions larges (congrès, colloques, etc.) de même que le nombre d'éluës. Il s'agit d'avancées démocratiques, notamment en ce qu'elles permettent un meilleur déploiement de l'influence des femmes, cantonnée aux marges jusque dans la décennie 1970. Des développements apparentés, quoique moins systématiques, interviennent également dans le mouvement communautaire autonome et dans le mouvement étudiant.

En matière de délibérations dans le cadre des instances régulières, deux changements sont fréquemment observés dans les MS et rapportés dans le cadre de nos entretiens de recherche : l'instauration de la règle de l'alternance entre hommes et femmes (que ce soit au micro dans les assemblées ou sur la liste des interventions acceptées par la présidence d'assemblée dans le cadre de réunions plus restreintes) et la modification du style d'intervention orale en public.

Sur ce dernier élément, on enregistre une dévalorisation progressive, dans les réunions, des interventions musclées, dramatiques ou intimidantes, au profit de délibérations saines, davantage fondées sur le respect et sur l'argumentation rationnelle. L'écoute sélective, accordant peu d'attention à la parole des femmes (tradition enracinée dans les MS mixtes), a tendu à céder le pas à l'écoute attentive des interventions, sans discrimination. Deux autres changements doivent être mentionnés sur le terrain des pratiques discursives : la modification du nom des organismes afin que celui-ci puisse inclure formellement les femmes ainsi qu'un certain degré de féminisation du discours. Ces évolutions ne se sont

9 CEQ : Centrale de l'enseignement du Québec, devenue la Centrale des syndicats du Québec; CSN : Confédération des syndicats nationaux; FTQ : Fédération des travailleurs du Québec, devenue la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

10 D'abord appelés comités de *condition féminine*, ceux-ci ont généralement pris d'autres noms tels comités de *condition des femmes* ou *comités femmes*.

11 Sherazad Adib, « Et elles, qu'en pensent-elles ? Table ronde sur les comités de condition féminine », *Recherches féministes*, vol. 19, n° 1, 2006, p. 129-146.

pas faites sans heurts, mais elles ont contribué à ce qu'une forme d'appréhension de la réalité incluant les femmes puisse imprégner très lentement les esprits.

Enrichissement mutuel

Au total, l'atteinte sérieuse portée à la longue invisibilité des femmes dans les mouvements sociaux mixtes représente un acquis démocratique historique, quoique précaire. S'agissant des revendications des MS mixtes, là encore, on peut considérer l'adoption par ceux-ci de revendications issues du mouvement des femmes comme un jalon important. Progressivement, ces quatre dernières décennies, deux revendications féministes majeures ont été épousées par des MS mixtes, donnant lieu à des avancées importantes pour la société : le droit des femmes à l'avortement libre et gratuit ainsi que l'équité salariale.

Cette convergence entre MS sur des revendications féministes fut la condition d'une victoire historique dans le cas du droit à l'avortement et de gains majeurs dans le cas de l'équité salariale; jamais le mouvement des femmes n'aurait pu arracher seul ces avancées. Elles traduisent bien sûr l'ascendant exercé (sur d'autres MS) par certaines des priorités du mouvement des femmes, mais aussi le rôle déterminant joué par la relation organique entre acteurs collectifs mixtes et non mixtes.

Le processus de fertilisation n'a pas été à sens unique, mais a eu plutôt un caractère croisé. En effet, le mouvement des femmes lui-même s'est montré, à partir de 1990 environ, plus perméable à l'élaboration d'une nouvelle synthèse, sur la foi de l'expérience notamment des centres de femmes, puis des regroupements nationaux. En reprenant à son compte une part des revendications historiques des secteurs populaires, le mouvement des femmes a montré son aptitude à être porteur d'un horizon universel, fruit d'une fusion entre l'analyse féministe et une sensibilité à l'analyse de classes. À cet égard, la marche *Du pain et des roses*, en 1995, a été révélatrice.

On voit ici les traces d'un effort de définition, dans différents MS, d'un horizon politique commun aux mouvements, qui est partie prenante d'un lent processus d'approfondissement démocratique. Ainsi les MS, par-delà leurs différences, parlent parfois un langage commun; ils sont même aptes à élaborer ensemble une base programmatique partagée, pouvant éventuellement servir de fondement à une action de transformation sociale portée non pas par un acteur élu, mais bien par les forces vives des MS dans leur diversité.

Que retenir de telles interactions entre MS? Sans jamais renoncer à son autonomie, le mouvement des femmes, armé d'une pensée féministe en plein essor, mène des incursions de nature à bousculer la culture politique des MS mixtes. Il serait ridicule de prétendre que ces progrès sont définitifs, donc irréversibles, la nécessité de les préserver – et de réexpliquer leur pertinence –

se posant périodiquement¹². Symétriquement, il serait très difficile aujourd'hui de comprendre l'évolution démocratique de bien des organisations mixtes sans considérer l'héritage légué par des décennies de luttes féministes.

En ayant en tête le chemin parcouru en 40 ans, on peut apprécier aussi le bouleversement de la hiérarchie entre mouvements sociaux, au profit d'une relation plus horizontale. Jusqu'au début des années 1980, les rapports entre mouvements étaient soumis à l'hégémonie d'un acteur, le mouvement syndical, qui exerçait une forte direction politique et stratégique sur les MS et sur la gauche. Cette donne a été transfigurée, sous l'influence des autres MS notamment, qui aujourd'hui assument un leadership partagé et pluraliste dans ce qu'on peut appeler l'espace des mouvements sociaux. L'année 1996 a constitué un tournant, les sommets socioéconomiques créant une scission entre le mouvement syndical et les autres MS, qui depuis 20 ans occupent plus que quiconque le champ de la contestation et de la transformation sociales.

Mouvements sociaux et parti

Au titre du rapport à la forme parti, sujet délicat s'il en est, il convient de se rappeler une question essentielle préoccupant le mouvement ouvrier et les progressistes tout au long du XX^e siècle : comment créer un parti de gauche en phase avec les aspirations des secteurs populaires et des mouvements sociaux ? Au Québec, particulièrement entre 1950 et 1990, ce projet a donné lieu à une quantité de tentatives, toutes vouées à l'échec.

Par-delà les difficultés institutionnelles, qui sont réelles (question nationale non résolue, parlementarisme à la Westminster, avec forte tradition de bipartisme et mode de scrutin uninominal à un tour, etc.), ces échecs répétés interpellent la culture politique de la gauche et des mouvements sociaux. Est-il nécessaire ici de rappeler le chapelet de tentatives avortées en cause ? Nouveau Parti démocratique (NPD)-Québec, Parti socialiste du Québec (PSQ), Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), Front d'action politique (FRAP)¹³, Parti communiste ouvrier (PCO), En lutte!, Mouvement socialiste, etc.

Ces échecs et leurs leçons nous instruisent quant aux modalités d'un apprentissage pour le moins laborieux, s'étendant sur plusieurs décennies, au sein même des mouvements. Ceux-ci ont été amenés à explorer plusieurs avenues, très différentes les unes des autres, puis à en faire le deuil, voire à

12 Voir par exemple : Marie-Ève Surprenant et Mylène Bigaouette (dir.), *Les femmes changent la lutte*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2013; Martine Delvaux, Gabrielle Desrosiers, Elsa Galerand et Vanessa L'Écuyer, « Militantes féministes grévistes. Du Comité femmes de l'ASSÉ au Comité femmes GGI de l'UQAM », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Un Printemps rouge et noir*, Montréal, Écosociété, 2014, p. 115-149.

13 Bien que relevant de la scène municipale, le FRAP constitue néanmoins un moment important du déploiement sur la scène partisane de l'influence des mouvements sociaux.

en dresser le bilan, pour enfin intégrer de nouveaux apports et, ultimement, développer une certaine forme de savoir-faire politique.

L'étude de cette longue période d'essais et d'erreurs permet de dégager un certain nombre de constats. Au moins trois avenues de déploiement de l'action mouvementiste sur le terrain partisan se sont avérées improductives. La première est celle relevant des congrès syndicaux, c'est-à-dire avoir pris la décision, par le biais des instances syndicales nationales, de créer un parti de gauche au Québec. Dans ce cas de figure, les organisations ouvrières s'investissent ouvertement de la responsabilité de créer le parti.

Incursions et déceptions

Telle est l'avenue empruntée à la fin des années 1950 et au début des années 1960, débouchant sur la création du NPD-Québec, donnant lui-même naissance au Parti socialiste du Québec, sensiblement dans le sillage de l'expérience vécue au niveau fédéral avec la *Commonwealth Cooperative Federation* et le NPD¹⁴. Au Québec, cette avenue ne donne pas les résultats escomptés et sera abandonnée par la suite, malgré de nouvelles résolutions dans les instances syndicales, durant la décennie 1970, en faveur de la création d'un parti ouvrier et populaire.

Une seconde filière s'avère un échec cuisant : la création du parti par une avant-garde éclairée, sachant guider les masses laborieuses vers la victoire, du fait de la justesse de son orientation idéologique et de la robustesse de son engagement politique. S'agissant du courant maoïste, incarné par le PCO et En Lutte!, cette avenue aura un impact important, pendant une dizaine d'années, sur les MS, le plus souvent à leurs dépens. Spontanéisme, sectarisme, dissolution des organisations populaires au profit du parti, instrumentalisation des organisations de masse subsistantes, plaquage sur la réalité québécoise de modèles importés et inadaptés, voilà quelques-unes des marques laissées par cette tendance dans les MS.

Dans ce cas de figure, le parti est créé essentiellement depuis l'extérieur des mouvements et s'offre ensuite à leur base sociale comme le véhicule idoine, détenteur des clefs de la transformation sociale. En 1982-1983, lors de la dissolution des organisations maoïstes, le réveil fut douloureux. La digestion de cette expérience par les activistes des MS, un processus certes très long, a favorisé une réorientation significative des attentes et des efforts en matière d'action partisane de gauche, ce qui participe aussi du processus d'apprentissage démocratique plus général durant les dernières décennies.

La troisième avenue est celle qu'on pourrait désigner comme plus verticale : un comité de sages (des intellectuels, quelques leaders syndicaux en fin de carrière, d'autres personnes triées sur le volet), regroupant une centaine d'individus, rédige un manifeste et appelle à la fondation de ce qui deviendra le parti. C'est

14 Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec. 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, p. 157-349.

la méthode retenue par le Mouvement socialiste, elle aussi perçue comme plutôt extérieure à la base sociale ou aux membres des MS, même si le Mouvement entretenait des affinités évidentes avec ceux-ci. Ce parti s'écrase contre le mur électoral en 1985 et avec lui s'éteint une procédure de déploiement sur le terrain partisan perçue rétrospectivement comme élitiste et un peu bureaucratisée.

Que retenir de ces expériences ? L'enjeu de la « forme parti » est loin d'être réglé et le triomphe de la gauche québécoise – qu'il soit électoral ou non – n'est pas à portée de main. Cependant, les aléas de cette quête à tâtons des meilleures modalités de déploiement sur le terrain partisan déboucheront sur un processus de décantation, relativement discrète, mais néanmoins perceptible, amenant les forces vives des MS à reconsidérer peu à peu les termes de l'équation MS/partis. Des fausses pistes sont délaissées, des réflexes erronés sont critiqués, puis peu à peu abandonnés.

Quelques acquis

Il y a donc un réinvestissement des MS comme incubateurs de la réflexion sur l'action politique de gauche. Après avoir surinvesti la forme parti, le besoin d'un recentrage se fait sentir et les MS se conçoivent davantage comme centre de gravité de la définition de l'action politique. Une douzaine d'années d'accalmie sur le front de la création d'un parti de gauche trahissent aussi ce basculement de perspective, à savoir une mutation de la hiérarchie entre partis et MS, aux dépens des premiers et à la faveur des seconds.

Notre recherche semble indiquer qu'il y a eu aussi, parmi les couches militantes, une atténuation de la politique de la division, changement perceptible à partir de la décennie 1990. Dans les MS, on en vient peu à peu à vouloir désenclaver la discussion sur l'action politique progressiste, par-delà des clivages et des appartenances ayant défini historiquement la grammaire des rapports entre forces de gauche.

Les échecs répétés des décennies précédentes ont vraisemblablement conduit les acteurs à une plus grande modestie. Les individus prétendant détenir la clef de l'accroissement du pouvoir de la gauche sont vus comme suspects. La culture politique mouvementiste change, en faveur d'un plus grand pluralisme, d'une meilleure aptitude à se remettre en question et d'un désir diffus de réaliser de nouvelles synthèses.

À partir du tournant du millénaire, les conditions d'une articulation inédite entre MS et forme parti continuent de se mettre en place lentement; on peut en dégager ici quelques caractéristiques. D'abord, le réflexe de s'appuyer formellement sur les organisations des MS pour constituer l'alternative politique disparaît largement. Une sensibilité plus favorable à l'implication individuelle, réinvestissant chaque personne de l'importance de son rôle dans le déploiement de l'action politique, s'impose graduellement; cette sensibilité est plus respectueuse de la neutralité officielle des organismes des MS au plan partisan.

Autour de l'enjeu de l'alternative politique de gauche, la faculté de mise en commun et de regroupement par-delà les divergences s'approfondit; elle s'accompagne d'un nouveau sens tactique, qui admet mieux la coexistence et la complémentarité au sein de la gauche des différentes options politiques existantes. On peut presque parler de *pluritactisme* quand le recours conscient et simultané à une pluralité de modes de déploiement, eu égard à l'alternative politique, est pratiqué par les activistes.

En ce qui a trait au lien d'engendrement entre MS et parti, il a fallu tourner la page du XX^e siècle et de ses expériences malheureuses, sans renoncer au défi essentiel pour autant : comment créer un parti de gauche issu des mouvements sociaux sans sacrifier leur autonomie ? Il semble que Québec solidaire (QS) ait permis jusqu'à un certain point de relever ce défi. L'arrivée de ce nouveau parti traduirait donc une bonification des compétences mouvementistes en matière d'action politique, ce qui contraste avec les épisodes antérieurs (NPD-Q, PSQ, RIN, FRAP, PCO, En lutte!, Mouvement socialiste, etc.). Quelle est alors la nature exacte du lien d'engendrement ?

Notre recherche permet de penser qu'il se vérifie à plusieurs niveaux. D'abord, les participants et les participantes à celle-ci reconnaissent que QS est en définitive « la chair de la chair » des MS, en particulier du mouvement communautaire et du mouvement des femmes. On peut être contre l'aventure partisane, mais il est difficile de prétendre que QS est un corps étranger, une force indépendante des mouvements sociaux ou en porte-à-faux avec eux. De plus, indépendamment de leur opinion sur QS, plusieurs répondants insistent sur la responsabilité des organismes des MS dans la formation des militants, des militantes et des cadres du parti en gestation, formation ayant eu un effet positif sur la viabilité de QS. On signale enfin que le vécu historique des mouvements depuis les années 1990 a pu conduire assez naturellement des segments importants de ceux-ci à envisager sérieusement le déploiement partisan, avec la complicité plus ou moins tacite des organisations des MS.

Cette façon-là de créer un parti correspond à une forme de développement des compétences en action politique, la relative longévité de QS en faisant foi. Le parti vit depuis plus de 10 ans sans avoir été traversé par des crises, ce qui est quand même singulier dans l'histoire de la gauche québécoise. L'arrivée de ce parti issu des MS dans le paysage politique québécois représente aussi un relatif enrichissement démocratique à l'échelle de la société, ce qui a été souligné lors de son 10^e anniversaire¹⁵.

Un autre apprentissage majeur, mais encore latent, a trait à la composition du parti et à l'influence spécifique du féminisme. Ce dernier courant a eu un impact considérable sur la société québécoise ces 50 dernières années et il est difficile de croire que son effet ne puisse se faire sentir en politique partisane, *a fortiori* dans un parti de gauche. Au XXI^e siècle, aurait-il été possible de créer un tel

15 Voir par exemple les témoignages publiés par *À bâbord!* dans le dossier consacré aux 10 ans de QS, en mars 2016 (n° 63) : <www.ababord.org/Temoignages>.

parti sans la contribution plus ou moins active des féministes et du mouvement des femmes ? Des années 1960 jusqu'aux années 1980, les incursions partisans à gauche faisaient fi de ce mouvement, voire lui tournaient carrément le dos. La compétence démocratique qui se dessine serait alors celle-ci : on admet aujourd'hui qu'un parti de gauche, pour pouvoir durer et se développer, doit être cofondé et codirigé par des femmes – dont l'engagement féministe est évident.

Conclusion

Sans abandonner les préoccupations soulevées ici, la recherche et la réflexion sur les mouvements devront se poursuivre et s'étendre à des questions plus contemporaines relatives à l'articulation MS/démocratie. Un important champ de possibilités s'est ouvert au XXI^e siècle autour de ce qu'il est convenu d'appeler la politique préfigurative. En outre, l'enjeu de la démocratisation des organismes des MS se pose avec acuité et plusieurs soulèvent la question de savoir si, sous l'influence de la base militante de ces organismes, les MS peuvent mettre en pratique dans leur vie interne propre les idéaux de transformation sociopolitique dont ils sont souvent porteurs.

